

Comment la rénovation urbaine transforme les classes populaires

Pierre Gilbert

Dossier : Rénovation urbaine. L'espace comme remède à la question sociale ?

En modifiant l'habitat et l'aménagement des cités HLM, la rénovation urbaine ébranle en profondeur les conditions d'existence et les trajectoires des habitants. Elle contribue ainsi à transformer les rapports au logement, au voisinage et à l'éducation des classes populaires contemporaines, et renforce leur fragmentation interne.

Si plusieurs enquêtes ont souligné les effets sur les mobilités et sur le peuplement de la politique contemporaine de rénovation urbaine instaurée par la loi « Borloo » de 2003 (par exemple : Lelévrier et Noyé 2012), peu de travaux se sont penchés sur la manière dont elle affecte les pratiques, les représentations et les modes de vie des habitants de ces quartiers. Or pour être complète, l'étude des groupes sociaux – en l'occurrence, des classes populaires des cités HLM – doit non seulement décrire les différences et les inégalités qui découlent des positions occupées dans la structure sociale et l'espace résidentiel, mais aussi analyser les styles de vie ou la culture de ces groupes (Schwartz 1998). C'est ce point aveugle de la recherche que ce texte propose d'éclairer, à partir d'une enquête conduite pendant six ans (2006-2012) dans le grand ensemble des Minguettes, en banlieue populaire lyonnaise. À partir d'une diversité d'outils d'investigation – entretiens approfondis avec des habitants, avec les agents chargés de mettre en œuvre la rénovation, analyse statistique du peuplement et des mobilités, observations directes et archives –, cette recherche analyse la manière dont la rénovation urbaine affecte les classes populaires des cités HLM¹.

Elle repose sur une approche de ces dernières qui se démarque des théories du ghetto (Lapeyronnie 2008), selon lesquelles la culture des cités se définirait essentiellement par l'économie informelle, la violence et la domination masculine. Elle propose au contraire (Gilbert 2011) une sociologie attentive à l'intrication des rapports sociaux de classe, de sexe et de race, qui s'intéresse aux dimensions ordinaires des styles de vie, en particulier celles qui se déploient dans l'espace domestique et dans le quartier. Elle étudie les habitants des cités comme une fraction spécifique des classes populaires contemporaines, caractérisée par sa précarité et par le poids en son sein de minorités racisées² issues de l'immigration postcoloniale – une fraction qui, malgré les différences qui la séparent des fractions stables des classes populaires des secteurs pavillonnaires à qui elle est souvent opposée, partage avec elles des conditions de travail communes (celles du salariat subalterne) et des styles de vie très proches (en termes de loisirs, de consommation, de santé, de rapports à l'école ou à la famille), faisant d'elles une même classe sociale (Siblot *et al.* 2015).

¹ Dans le cadre d'une thèse de sociologie (Gilbert 2014).

² Le terme « racisé », dont l'emploi est désormais courant en sciences sociales, part du constat que les races, au sens biologique, n'existent pas. Il vise à décrire les processus sociaux par lesquels la domination d'un groupe minorisé est légitimée par des discours consistant à naturaliser et à essentialiser les différences avec le groupe majoritaire.

Après une description des effets de la rénovation sur le peuplement et les trajectoires des habitants, le texte souligne combien la rénovation urbaine contribue à déstabiliser et à reconfigurer les lieux, les biens et les liens qui forment le « monde privé » des classes populaires des cités (Schwartz 1990). Affectant les rapports au logement, les relations au voisinage et les pratiques éducatives, elle s'inscrit dans un processus plus large de changement social des classes populaires contemporaines, qu'elle contribue à accélérer.



© Pierre Gilbert.

Deux fractions des classes populaires qui cohabitent

Comme dans la majorité des cas, la rénovation urbaine se traduit aux Minguettes par la démolition de tours HLM et par la reconstruction de petits immeubles privés et sociaux. Ces derniers ne parviennent pas à attirer les ménages de classes moyennes auxquelles ils étaient destinés, mais hébergent des ménages appartenant plutôt aux fractions stables des classes populaires, bien souvent immigrés ou descendants d'immigrés. De façon générale, le relogement des habitants des immeubles démolis et l'accès aux immeubles neufs suivent des logiques de filtrage, qui permettent aux habitants les moins défavorisés d'accéder aux segments les plus prisés de l'espace local (en particulier les nouveaux immeubles), tandis que les plus précaires sont plus fréquemment logés dans le parc HLM ancien et aux adresses les plus stigmatisées (Gilbert 2019). Cette logique ségrégative est renforcée par la localisation des immeubles neufs, construits sur les emplacements les plus valorisés des Minguettes. Les démolitions-reconstructions renforcent ainsi la ségrégation interne du grand ensemble, en durcissant les clivages qui organisaient déjà auparavant sa hiérarchie interne.

De façon schématique, la rénovation fait cohabiter des habitants appartenant à deux fractions distinctes des classes populaires, dont la trajectoire est inversement affectée par les changements en cours. D'un côté, les fractions précaires et les générations plus anciennes qui résident dans les vieux immeubles connaissent un certain déclassement social et résidentiel. De l'autre, les immeubles neufs accueillent pour l'essentiel des ménages originaires du quartier ou ayant une certaine familiarité avec les cités HLM, pour beaucoup immigrés ou descendants d'immigrés, et appartenant aux fractions stables des classes populaires. Pour eux, les nouveaux logements représentent une véritable promotion, matérialisant la sortie d'une condition prolétaire et du stigmate associé aux tours HLM. Si l'autochtonie, l'insertion dans les réseaux de sociabilités locales d'une partie des ménages en ascension, permet de maintenir des liens entre ces deux groupes sociaux, et si les rapports entre eux sont souvent traversés par une certaine ambivalence, la rénovation tend cependant à installer une logique de mise à distance réciproque : d'un côté, les habitants qui

s'installent dans les nouveaux logements en retirent un sentiment très net de promotion sociale, fondé sur une logique de distinction vis-à-vis des tours et d'une partie de leurs habitants, perçus comme des « assistés » ; de l'autre, les plus précaires ont le sentiment de subir les changements en cours, qui leur semblent surtout profiter aux occupants des immeubles neufs, qu'ils décrivent souvent comme des « riches » ou des « bourgeois ». La rénovation urbaine fait ainsi coexister deux fractions – précaire et stable – des classes populaires, dont la proximité physique tend à renforcer les logiques de mise à distance réciproque. Cette situation n'est pas sans effets sur l'évolution des styles de vie des habitants.

Un monde privé déstabilisé

La rénovation met d'abord à l'épreuve les appropriations de l'espace domestique qui font de celui-ci un monde privé. La multiplication des déménagements et les transformations du cadre matériel d'existence déstabilisent en effet les habitudes domestiques, les appropriations et les ajustements que les habitants ont tissés au fil du temps avec les lieux habités. Les innovations architecturales des nouveaux logements – telle la cuisine ouverte – perturbent les styles de vie domestiques (Gilbert 2016), en particulier pour les habitants les plus âgés et les plus précaires. Elle se traduit également par une hausse du coût du logement, conséquence de l'augmentation de la part des logements privés, mais aussi des hausses de loyers dans le parc HLM neuf et réhabilité³. Elle accentue ainsi le processus, amorcé dans les années 1970, de hausse de la part du logement dans les budgets des classes populaires⁴, dont les cités HLM avaient été jusque-là relativement protégées (Perrin-Heredia 2010). Ces changements suscitent également de nouvelles formes d'appropriations de l'espace domestique, notamment chez les ménages connaissant une promotion locale et qui investissent davantage leur espace privé (Gilbert 2013), au détriment de la vie de quartier. La rénovation, là aussi, joue un rôle d'accélérateur d'un processus historique plus vaste (Schwartz 1990 ; Larmet 2002).



© Pierre Gilbert.

³ Sans entrer ici dans le détail des calculs (voir Gilbert 2014, p. 531-534), notons ici que les immeubles démolis sont ceux dont les loyers sont les plus bas des Minguettes (eux-mêmes situés dans la tranche inférieure des niveaux de loyers des HLM de l'agglomération) ; que le loyer avec charges des HLM neuves est très nettement supérieur à celui de l'ancien (entre 1,3 et 1,5 fois plus élevé) ; et que les réhabilitations se traduisent par une hausse du loyer de base supérieure à 20 %. Malgré les efforts des organismes HLM, bien conscients de ce problème, pour diminuer le montant des charges collectives et pour compenser ces hausses grâce aux aides au logement, cette hausse des loyers apparaît inévitable.

⁴ Entre 1979 et 2006, alors que la part du logement dans le budget des cadres reste stable à environ 12 %, elle passe chez les ouvriers de 12 à 19 %. L'écart est plus marqué encore pour le revenu : le poids du budget logement stagne à 12 % pour le dernier quintile (les 20 % les plus riches), pendant que celui du premier quintile (les 20 % les plus pauvres) double de 12 à 24 % (Coulangeon 2011 ; INSEE résultats 2007, n° 73).

La fragilisation des relations de voisinage

Les changements induits par la rénovation affectent, parallèlement, la forme et l'intensité des sociabilités locales. Avant la rénovation, si la cohabitation entre habitants n'est pas exempte de tensions et de conflits et si l'implication dans les relations locales varie fortement selon la trajectoire et les affinités des habitants, ceci n'empêche pas d'observer, aux Minguettes, certains traits bien connus des quartiers populaires traditionnels⁵ : la densité des réseaux d'interconnaissance, l'importance des liens familiaux et l'intensité des échanges au sein du voisinage. La force de ces liens apparaît notamment, par contraste, aux yeux des habitants qui quittent la cité pour d'autres quartiers de l'agglomération, où ils découvrent un voisinage qu'ils jugent « calme » – mais aussi bien souvent « trop calme » –, plutôt « froid » et au sein duquel, même des années après leur déménagement, ils peinent à tisser des liens durables. Ce style de vie local, porté avant tout par les femmes – disponibles en raison d'un taux d'emploi très faible⁶ –, se manifeste notamment par les fréquentes invitations à domicile des proches, par l'intense activité des associations locales et par la nature des interactions dans les espaces publics. Il se matérialise aussi par les fréquents échanges de services et de biens de consommation autoproduits, comme les petits travaux de dépannage mobilisant les savoir-faire ouvriers ou comme l'habitude d'« envoyer les plats », consistant à offrir aux voisins des aliments préparés à la maison. Ces échanges participent non seulement des plaisirs populaires du « travail à côté » (Weber 1989), mais aussi, parce qu'ils ont vocation à être offerts ou échangés, à une économie symbolique qui contribue à structurer les relations d'interdépendance au sein du voisinage.

S'il n'implique pas l'ensemble des habitants au même degré, ce style de vie tend cependant à donner le ton et à agir comme une norme dans les relations locales⁷. Or ces dernières sont profondément fragilisées par la rénovation, qui affecte les trois formes de la sociabilité – formelle, informelle et de contact (Grafmeyer 1995). Elle ébranle, premièrement, la sociabilité formelle ou organisée, qui se déroule en particulier autour de la vie associative. Les changements apparaissent ici assez contrastés. Dans le quartier Louis Aragon⁸, la rénovation engagée à la toute fin des années 1990 donne lieu à la construction d'une maison de quartier, dont la présence contribue à redynamiser la vie associative locale, en soutenant la création de plusieurs groupes d'habitants très actifs localement, palliant le déclin d'une autre association locale, à vocation plus militante, très active dans la décennie 1990. Le regain de l'animation locale, soutenu par la maison de quartier, renvoie cependant à un mode d'action plus ancien des politiques de la ville, privilégiant le développement endogène et l'animation sociale.

Il diffère de la restructuration du quartier Léon Jouhaux, plus conforme à la logique du PNRU instauré en 2003, privilégiant la transformation urbaine au détriment de l'action sociale. Dans ce quartier marqué par l'ancienneté des habitants et une forte interconnaissance, les politiques de développement social menées depuis la fin des années 1970 avaient accompagné la construction d'un dense réseau associatif assurant un degré intense d'animation sociale locale. Celle-ci était favorisée par la configuration physique du quartier – trois tours cerclées de barres d'immeubles, formant une grande cour intérieure, appropriée par les habitants pour les activités collectives et la surveillance des enfants. La démolition des tours (qui hébergeaient plus de la moitié des logements) et la dispersion des habitants relogés, ainsi que la réorganisation du quartier autour d'une trame de rues traversantes destinées à « l'ouvrir » sur l'extérieur, ont favorisé le déclin des collectifs

⁵ Voir notamment les monographies d'Henri Coing (1966), Richard Hoggart (1970) ou Olivier Schwartz (1990).

⁶ En 1999, à la veille de la rénovation urbaine, seules 45 % des femmes de 25-54 ans des Minguettes ont un emploi, contre 72 % dans l'unité urbaine ; et seule une femme de 15-64 ans sur trois occupe un emploi. Et parmi celles qui ont un emploi, plus d'un tiers travaille à temps partiel (Recensement de la population 1999). Ainsi seul un tiers des femmes en âge de travailler occupe un emploi à temps plein.

⁷ C'est ce qu'indiquent les entretiens avec les habitants ainsi que les recherches menées sur place depuis le début des années 1970 jusqu'aux années 1990 (voir Gilbert 2014).

⁸ Le nom a été changé.

d'habitants et de l'animation du quartier. Ce modèle contemporain de rénovation aboutit ainsi à fragiliser les sociabilités associatives locales.

Il affecte aussi les sociabilités informelles, c'est-à-dire les relations entre voisins ou proches caractérisées par une certaine régularité dans les échanges. De ce point de vue, si les évolutions en cours sont loin d'être univoques et s'il existe d'importantes variations selon les quartiers et les trajectoires, la tendance générale est à une baisse d'intensité des relations de voisinage. Les réceptions à domicile des voisins deviennent moins fréquentes, tout comme les échanges de services ou le fait d'« envoyer des plats ». Ce changement résulte notamment de la multiplication des mobilités résidentielles, qui fait éclater l'ancrage spatial des réseaux sociaux sédimentés avec le temps, mais aussi de la reconfiguration des espaces publics qui, conformément au principe de la résidentialisation et de « l'espace défendable », réduit la part des espaces indéterminés, collectivement appropriables pour des sociabilités de voisinage.

Il résulte également des critères de sélection des ménages qui accèdent aux logements neufs : dans ces couples où la bi-activité est indispensable pour assumer le coût du logement, les adultes (notamment les femmes) sont moins disponibles pour les relations de voisinage. Ce processus est renforcé par les sentiments de distance entre les habitants déclassés et ceux qui connaissent une promotion locale. En raison de la moindre disponibilité des occupantes des nouvelles résidences, ainsi que de la distance physique et symbolique qu'elle instaure au sein du voisinage, la rénovation urbaine fragilise les supports spatiaux et temporels sur lesquels repose l'entretien des sociabilités locales. Ces changements contribuent, plus largement, à modifier les normes qui régissent les relations locales et les dispositions des habitants à l'égard du voisinage.

Ce sont, enfin, les sociabilités de contact qui sont fragilisées, celles qui relèvent des interactions plus éphémères ou superficielles. De ce point de vue, l'ancienne norme fondée sur la convivialité et sur une forte interconnaissance, tend à s'effacer, au profit d'une nouvelle, valorisée par une partie des habitants (notamment ceux en ascension), plus proche du principe de la « réserve » (Simmel 2004), attitude typique des espaces denses des grandes métropoles et caractérisée par une forme de distance cordiale, associée à une tolérance élevée aux différences.

Cette transformation des rapports au quartier s'inscrit dans le temps long du changement des styles de vie populaires. En effet, la rénovation urbaine ne provoque pas à elle seule le passage brutal du modèle de la communauté à celui de la société, ou de celui du village urbain à l'anonymat de la grande ville⁹. Elle participe plutôt d'un lent processus historique, qui voit les liens de proximité perdre progressivement de leur importance dans les milieux populaires. Dans ce processus non linéaire, certaines mutations constituent des moments d'accélération, comme la rénovation urbaine des quartiers ouvriers de centre-ville (Coing 1966), la « déprolétarianisation » de la classe ouvrière au cours des Trente Glorieuses (Schwartz 1990), les mutations des stratégies d'implantation industrielle et des modes de gestion de la main-d'œuvre populaire (Beaud et Pialoux 1999 ; Renahy 2005) ou encore les transformations de l'encadrement et de la représentation politique dans les territoires populaires (Retière 2003 ; Misché 2010). La rénovation urbaine contemporaine dans les cités HLM contribue à son tour à précipiter ce long mouvement de fragilisation des sociabilités locales et des ressources offertes par l'autochtonie.

⁹ On retrouve ici le thème cher aux pères fondateurs de la sociologie et à l'école de Chicago, repris par les grandes monographies de quartiers populaires des années 1950 et 1960.



© Pierre Gilbert.

L'encadrement des enfants : des socialisations cloisonnées

La cohabitation entre les différents groupes présents aux Minguettes se cristallise autour d'un enjeu central : la socialisation et le devenir des enfants. Préoccupation majeure des parents, l'influence du quartier sur les enfants renvoie principalement à deux craintes : l'emprise des bandes, avec le risque d'entrée dans une carrière délinquante ; la question scolaire, que l'ensemble des parents a désormais intériorisée comme cruciale pour le devenir social de leurs enfants. Parce que leur trajectoire sociale et résidentielle les conduit très souvent à reporter sur leurs enfants leurs aspirations de mobilité sociale, les parents des cités se montrent très attentifs à leurs conditions de socialisation et à l'influence du quartier. Les pratiques d'encadrement des enfants prennent néanmoins des formes différenciées, en fonction des trajectoires et des ressources des parents.

Elles divergent d'abord concernant le choix de l'établissement scolaire. Alors que les habitants les plus précaires s'en remettent plus souvent à l'institution scolaire en inscrivant leurs enfants dans l'établissement public de secteur jusqu'au collège voire au lycée, les parents les moins défavorisés cherchent davantage à contrôler les conditions de scolarisation de leurs enfants dans les écoles publiques de secteur (surtout à l'école primaire) et, à partir du collège, contournent la carte scolaire en choisissant, en fonction des ressources dont ils disposent (capital culturel ou économique), une scolarisation dans des établissements privés ou publics situés hors des cités HLM (Van Zanten 2001). Comme l'explique ce père résidant dans une nouvelle résidence privée, il s'agit clairement de « faire une coupure avec le quartier », afin que ses enfants échappent aux effets jugés néfastes de la socialisation parmi les enfants du quartier.

Ces pratiques de contrôle des conditions de la socialisation scolaire ne s'accompagnent pas pour autant d'un contournement systématique des sociabilités enfantines de quartier, que ces parents jugent même plutôt souhaitables, afin que leurs enfants ne perdent pas les liens avec leur milieu d'origine. Les enfants des différents groupes des Minguettes ont donc parfois des occasions de se fréquenter, mais dans des conditions spécifiques, que ces parents souhaitent maintenir sous contrôle. Un clivage similaire à celui des choix scolaires se fait ainsi jour, qui oppose de façon schématique deux types d'encadrement des activités extra-scolaires. D'un côté, les parents les plus âgés et les plus précaires ont recours à une logique traditionnelle de surveillance collective (Jacobs 1992 ; Thin 1998). Ce principe, qui associe une circulation relativement libre des enfants dans l'espace du quartier à une supervision collective par les adultes, suppose un niveau avancé d'interconnaissance locale et une relative confiance dans le voisinage. Il se trouve fragilisé par les transformations morphologiques du quartier, la suppression – au nom du principe de la résidentialisation – des

espaces semi-publics en pied d'immeuble ne permettant plus d'exercer la supervision lâche qui s'opérait autrefois depuis les fenêtres des immeubles. Mais il est surtout affecté par le déclin de l'interconnaissance locale et par la coexistence de normes éducatives distinctes, qui ne permettent plus le caractère collectif de cette surveillance.

De leur côté, les parents plus favorisés jugent souvent inefficaces ces pratiques, qu'ils dénoncent parfois comme une forme de laxisme éducatif, et privilégient une logique de surveillance directe et des activités supervisées par les adultes et professionnalisées. Sont ainsi choisis des loisirs encadrés, au sein des structures d'animation sociale et, surtout, d'activités sportives ou culturelles locales, comme l'école de musique municipale. Installée en plein cœur des Minguettes au début des années 2000 au nom du principe de mixité fonctionnelle (l'implantation d'activités centrales visant à faire venir sur place des populations moins défavorisées), elle attire, aux côtés d'élèves venant en majorité d'autres secteurs de la ville, de nouveaux inscrits parmi les enfants du grand ensemble. La plupart d'entre eux appartiennent toutefois aux familles les plus favorisées du grand ensemble, qui ont plus d'affinités avec cette pratique culturelle et sont rassurées par la composition sociale du public de l'établissement. Ces activités sportives et culturelles encadrées permettent non seulement de limiter l'influence des groupes de pairs grâce à la présence d'adultes professionnels, mais sont aussi perçues comme des instances éducatives capables d'offrir aux enfants des atouts stratégiques pour leur avenir – des manières de « bien parler », un sens de la compétition, de l'effort, une forme de capital scolaire et culturel, etc.

Les pratiques éducatives des parents des Minguettes témoignent ainsi de la diffusion au sein des classes populaires d'un style éducatif et de stratégies scolaires qui appartiennent plutôt aux classes moyennes et supérieures : un fort encadrement des loisirs et une intention pédagogique ou éducative associée à ces activités, conçues comme un outil d'amélioration des compétences des enfants afin de favoriser leur future réussite sociale (Le Pape et Van Zanten 2009). Cette acculturation demeure toutefois relative, ces pratiques parentales demeurant encore distinctes de celles de certaines fractions des classes supérieures qui, pour neutraliser l'influence des groupes de pairs, privilégient non seulement des loisirs encadrés par des adultes, mais aussi des pratiques individuelles plutôt que collectives (Lignier 2012).



© Pierre Gilbert.

Des classes populaires encore plus fragmentées ?

À l'instar de celle de l'après-guerre (Coing 1966), la rénovation contemporaine apparaît comme un moment d'accélération de la transformation des classes populaires et s'accompagne d'un renforcement de la différenciation interne aux cités HLM. S'il est encore trop tôt pour mesurer pleinement les effets de cette politique, les objectifs qu'elle affiche, selon lesquels la mixité doit être l'instrument d'une meilleure intégration sociale, semblent toutefois difficilement atteignables. La cohabitation se traduit en effet par une mise à distance réciproque des groupes en présence. Surtout, alors que les enfants sont la cible privilégiée de cette politique (c'est sur eux, et sur leur avenir, que la mixité est censée produire des effets bénéfiques), les pratiques d'évitement scolaire et d'encadrement des loisirs mises en place par les parents les plus favorisés ne créent pas les conditions favorables au contact avec les enfants des familles précaires, qui forment encore le principal groupe sur place.

En renforçant la fragmentation interne de la population et en affaiblissant les sociabilités locales, la rénovation urbaine conduit ainsi à fragiliser les ressources que les classes populaires peuvent tirer de leur autochtonie. Mais les conséquences de cette politique débordent aussi largement le territoire des cités HLM. Dans un contexte d'accroissement des inégalités d'accès au logement, la destruction d'un stock de 150 000 logements sociaux aux loyers très bas, remplacés par une offre plus onéreuse, provoque des réactions en chaîne sur les conditions de vie de l'ensemble des classes populaires. Tout indique que la disparition de cette offre contribue à précariser une frange croissante de la population. Ce faisant, il est fort probable que la tendance à l'écartèlement des classes populaires contemporaines, pour qui la variété des conditions d'habitat constituait déjà un facteur majeur de différenciation interne, s'en trouve encore accrue (Siblot *et al.* 2015). L'augmentation depuis le début du siècle du nombre de personnes sans domicile, mal logées ou résidant dans un habitat informel (Lion 2018) semble bien attester de ce processus. Une tendance que les récentes politiques du logement risquent bien d'accentuer encore.

Bibliographie

- Beaud, S. et Pialoux, M. 1999. *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris : Fayard.
- Coing, H. 1966. *Rénovation urbaine et changement social. L'îlot n° 4, Paris 13^e*, Paris : les Éditions ouvrières.
- Coulangeon, P. 2011. *Les Métamorphoses de la distinction. Inégalités culturelles dans la France d'aujourd'hui*, Paris : B. Grasset.
- Gilbert, P. 2011. « "Ghetto", "relégation", "effets de quartier". Critique d'une représentation des cités », *Métropolitiques*, 9 février. URL : www.metropolitiques.eu/Ghetto-relegation-effets-de-quartier-Critique-d-une-representation-des-cites.html?var_mode=calcul.
- Gilbert, P. 2013. « Devenir propriétaire en cité HLM. Petites promotions résidentielles et évolution des styles de vie dans un quartier populaire en rénovation », *Politix*, n° 101, p. 79-104.
- Gilbert, P. 2014. *Les Classes populaires à l'épreuve de la rénovation urbaine. Transformations spatiales et changement social dans une cité HLM*, thèse de doctorat en sociologie, université Lyon-2.
- Gilbert, P. 2016. « Troubles à l'ordre privé. Les classes populaires face à la cuisine ouverte », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 215, p. 102-121.
- Gilbert, P. 2019. « Rénovation urbaine et fragmentation des classes populaires », in N. Duvoux et C. Lomba (dir.), *Où va la France populaire ?*, Paris : Éditions du Seuil (à paraître).
- Grafmeyer, Y. 1995. « Sociabilités urbaines », in F. Ascher (dir.), *Le Logement en questions*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, p. 189-212.

- Hoggart, R. 1970. *La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris : Éditions de Minuit.
- Jacobs, J. 1992 [1961]. *The Death and Life of Great American Cities*, New York : Vintage Books.
- Lapeyronnie, D. 2008. *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris : Robert Laffont.
- Larmet, G. 2002. « La sociabilité alimentaire s'accroît », *Économie et statistique*, n° 352-353, p. 191-211.
- Lelévrier, C. et Noyé, C. 2012. « La fin des grands ensembles ? », in Donzelot (dir.), *À quoi sert la rénovation urbaine ?*, Paris : Presses universitaires de France, p. 185-221.
- Le Pape, M.-C. et Van Zanten, A. 2009. « Les pratiques éducatives des familles », in Duru-Bellat et Van Zanten (dir.), *Sociologie du système éducatif. Les inégalités scolaires*, Paris : Presses universitaires de France, p. 185-205.
- Lignier, W. 2012. *La Petite Noblesse de l'intelligence. Une sociologie des enfants surdoués*, Paris : La Découverte.
- Lion, G. 2018. *Habiter en camping. Trajectoires de membres des classes populaires dans le logement non ordinaire*, thèse de doctorat en sociologie, Université Paris Descartes.
- Mischi, J. 2010. *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Perrin-Heredia, A. 2010. *Logiques économiques et comptes domestiques en milieux populaires. Ethnographie économique d'une « zone urbaine sensible »*, thèse de doctorat de sociologie, Université de Reims Champagne-Ardenne.
- Renahy, N. 2005. *Les Gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris : La Découverte.
- Retière, J.-N. 2003. « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, p. 121-143.
- Schwartz, O. 1998. *La Notion de « classes populaires »*, habilitation à diriger des recherches.
- Schwartz, O. 1990. *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris : Presses universitaires de France.
- Siblot, Y., Cartier, M., Coutant, I., Masclat, O. et Renahy, N. 2015. *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris : Armand Colin.
- Simmel, G. 2004 [1903]. « Métropoles et mentalité », in Y. Grafmeyer et I. Joseph (dir.), *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris : Flammarion, p. 61-77.
- Thin, D. 1998. *Quartiers populaires. L'école et les familles*, Lyon : Presses universitaires de Lyon.
- Van Zanten, A. 2001. *L'École de la périphérie. Scolarité et ségrégation en banlieue*, Paris : Presses universitaires de France.
- Weber, F. 1989. *Le Travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Paris : INRA EHESS.

Pierre Gilbert est maître de conférence à l'université Paris-8 et membre du CRESPPA–CSU (Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris – Cultures et sociétés urbaines). Ses travaux portent sur le rôle de l'espace dans la construction des groupes sociaux et sur l'analyse des rapports sociaux de classe, de sexe et de race. Il a notamment étudié les transformations des classes populaires dans les cités HLM, à partir d'une enquête sur les effets de la politique contemporaine de rénovation urbaine. Il travaille actuellement sur la construction des inégalités de sexe au sein de couples parents de jeunes enfants, dans le cadre d'une enquête collective portant sur des territoires et des classes sociales différenciés.

Il a notamment publié « Devenir propriétaire en cité HLM. Petites promotions résidentielles et évolution des styles de vie dans un quartier populaire en rénovation » (*Politix*, n° 101, 2013) et

coordonné le dossier « Les classes sociales au foyer » des *Actes de la recherche en sciences sociales* (n° 215, 2016).

Pour citer cet article :

Pierre Gilbert, « Comment la rénovation urbaine transforme les classes populaires », *Métropolitiques*, 8 novembre 2018. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Comment-la-renovation-urbaine-transforme-les-classes-populaires.html>.